

La région de Bastia apprend à vivre au milieu des ordures

On n'en est pas encore à la situation dramatique de la Noël 2015, lorsque les rues de Bastia débordaient d'immondices, avec des tas de plusieurs mètres de haut à chaque coin de rue. Mais il suffit de faire un rapide tour de l'agglomération, de voir ces containers qui débordent et ces sacs plastiques déchirés pour comprendre que le problème commence à prendre de l'ampleur.

Dans le quartier du marché, le point de collecte situé le long de l'enceinte du lycée Jean-Nicoli ne fait pas exception à la règle. Sacs gris éventrés, cartons de pizza et cagettes de fruits y composent le même triste tableau. Au grand désespoir de Jean-Baptiste Cantini, le gérant de la supérette Monop' dont l'entrée est située juste en face. "C'est une situation que je vis très mal, confie-t-il. Visuellement, ça fait sale et quand on a un commerce alimentaire, c'est forcément mauvais pour les affaires. Surtout que les gens pensent que ce sont des déchets qui viennent de chez nous alors que ce n'est absolument pas le cas." Et à en croire ce commerçant, le pré-



Jean-Baptiste Cantini, gérant d'une supérette dans le quartier du marché, est exaspéré par les immondices accumulés devant son commerce. / PHOTO JONATHAN MARI

judice n'est pas seulement visuel. "Les riverains en ont marre de vivre dans ces odeurs pestilentielles, poursuit-il. Avec l'arrivée des beaux jours, ils ne peuvent plus ouvrir leurs fenêtres. C'est infernal."

Sur le ressort de la communauté d'agglomération de Bastia (Cab), la collecte des ordures ménagères n'est pas

officiellement interrompue malgré la crise. Depuis plusieurs jours, le quai transit de Teghime est fermé et, pour pouvoir continuer de stocker ses déchets, la Cab a dû trouver un expédient. "Nous avons loué six bennes à fond mouvant qui peuvent accueillir en tout 150 tonnes de matière, explique Guy Armanet, vice-président de la Cab

en charge des déchets ménagers. Avec cela, nous allons essayer de tenir environ cinq jours."

L'hôpital et les zones touristiques

150 tonnes pour cinq jours, le calcul est vite fait : les tournées journalières, sur l'agglomération, ne doivent pas ex-

céder 30 tonnes. Problème : la seule ville de Bastia produit chaque jour 50 tonnes. Du coup, du côté des services, on priorise. "On cible en priorité l'hôpital et les lieux sensibles comme le littoral ou les zones touristiques", confie l'élu.

Mais même dans ces zones "privilegiées", tout n'est pas tout rose. "Avant le début de la crise, on stockait nos déchets dans l'arrière-cour et on attendait la fermeture, le soir, pour les mettre dans les containers situés devant l'établissement, explique Ronald Steinmetz, gérant du restaurant l'Impérial, sur la place Saint-Nicolas. Maintenant, ce n'est plus possible car les particuliers utilisent nos containers. Ceux-ci se remplissent de plus en plus vite et, à 16 heures, ils sont déjà pleins à craquer. Du coup, on est obligé de sortir nos ordures plus tôt, entre deux services. Et maintenant, on travaille avec des containers qui débordent en terrasse."

Faute d'un dénouement rapide de la crise, la situation ne devrait pas s'améliorer dans les prochains jours. Surtout si la pluie s'en mêle.

P. N.

EN BREF

Cab : l'inquiétude grandit

Pour l'instant, un semblant de collecte des ordures ménagères continue d'avoir lieu sur le territoire de la communauté d'agglomération de Bastia. Mais d'ici la fin de semaine, lorsque les six bennes louées par les autorités pour accueillir les déchets collectés verront leur capacité épuisée, personne ne sait quelle ampleur prendra la crise des déchets. D'ici là, la Cab communique auprès des administrés pour qu'ils limitent leurs dépôts d'ordures ménagères sur la voie publique.

A Viggianello, colère de l'exploitant

Alexandre Lanfranchi, l'exploitant de Viggianello, a décidé d'interdire dès ce matin l'accès du centre d'enfouissement aux villages du Sartenais-Valinco-Taravo qui, depuis huit jours, étaient les seuls à y pénétrer. Dans un texte, il précise : "De quel droit un groupuscule de quelques personnes se permet de maintenir le blocus ? J'estime pour ma part que c'est un centre à vocation régionale et que les communes de la CCSVT n'ont aucune légitimité pour prendre en otage un service public." A.-F. I.